

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES












**Fourniture, livraison et installation de mobiliers,
d'équipements audiovisuels, de signalétique et
aménagement d'un gradin d'auditorium pour le
nouveau site de l'IAE de Paris**

Pouvoir adjudicateur :

IAE de Paris
8 bis rue de la Croix Jarry
75013 PARIS

Profil acheteur : www.e-marchespublics.com

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|---|----------------------------------|--|
|  | Objet | Fourniture, livraison et installation de mobiliers, d'équipements audiovisuels, de signalétique et aménagement d'un gradin d'auditorium pour le nouveau site de l'IAE de Paris |
|  | Type de contrat | Marché ordinaire |
|  | Nombre de lots | 6 |
|  | Tranches optionnelles | Sans tranches optionnelles |
|  | Clauses sociales | Sans |
|  | Clauses environnementales | Sans |
|  | Durée / Délai | Défini par lot |
|  | Reconduction | Sans |
|  | Prix | Prix forfaitaires et prix unitaires |
|  | Variation des prix | Avec |
|  | Avance | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 4 |
| 2 - Pièces contractuelles | 4 |
| 3 - Intervenants | 5 |
| 3.1 - Désignation de l'acheteur | 5 |
| 3.2 - Représentant de l'acheteur | 5 |
| 4 - Confidentialité et mesures de sécurité | 5 |
| 5 - Protection des données à caractère personnel | 5 |
| 6 - Durée et délais d'exécution | 5 |
| 6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations | 5 |
| 6.2 - Délai d'exécution | 5 |
| 7 - Prix | 5 |
| 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 5 |
| 7.2 - Modalités de variation des prix | 6 |
| 8 - Garanties Financières | 7 |
| 9 - Avance | 7 |
| 9.1 - Conditions de versement et de remboursement | 7 |
| 9.2 - Garanties financières de l'avance | 7 |
| 10 - Modalités de règlement des comptes | 8 |
| 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs | 8 |
| 10.2 - Présentation des demandes de paiement | 8 |
| 10.3 - Délai global de paiement | 8 |
| 10.4 - Paiement des cotraitants | 8 |
| 11 - Conditions d'exécution des prestations | 8 |
| 12 - Développement durable | 9 |
| 13 - Constatation de l'exécution des prestations | 9 |
| 13.1 - Vérifications | 9 |
| 13.2 - Décision après vérification | 9 |
| 14 - Garantie des prestations | 9 |
| 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 9 |
| 16 - Pénalités | 10 |
| 16.1 - Pénalités de retard | 10 |
| 17 - Assurances | 10 |
| 18 - Résiliation du contrat | 10 |
| 18.1 - Conditions de résiliation | 10 |
| 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 10 |
| 19 - Règlement des litiges et langues | 11 |
| 20 - Dérogations | 11 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Fourniture, livraison et installation de mobiliers, d'équipements audiovisuels, de signalétique et aménagement d'un gradin d'auditorium pour le nouveau site de l'IAE de Paris

La présente consultation porte sur :

La fourniture, la livraison et l'installation de mobiliers, d'équipements audiovisuels et de signalétique pour le nouveau site de l'IAE de Paris.

Cette consultation est répartie en six lots distincts :

- Lot 1 : Gradin et mobilier de l'auditorium.
- Lot 2 : Mobilier scolaire
- Lot 3 : Mobilier administratif
- Lot 4 : Équipements signalétique
- Lot 5 : Équipements audiovisuels
- Lot 6 : Mobilier de bureau réemploi (loi AGECE)

Chaque lot est traité indépendamment afin de garantir une expertise spécifique et une gestion optimisée. Les soumissionnaires peuvent répondre à un ou plusieurs lots, selon leurs compétences et leur domaine d'intervention.

Lieu(x) d'exécution :
11-15 Rue Ponscarne
75013 Paris 13

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|--|
| 01 | Gradin et mobilier de l'auditorium Gradin et mobilier de l'auditorium |
| 02 | Mobilier scolaire Mobilier et équipements scolaires |
| 03 | Mobilier administratif Mobilier et équipements administratifs |
| 04 | Équipements signalétique Équipements signalétique |
| 05 | Équipements audiovisuels Équipements audiovisuels |
| 06 | Mobilier de bureau réemploi Mobilier de bureau réemploi |

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- L'offre technique et financière du titulaire

3 - Intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : IAE de Paris

3.2 - Représentant de l'acheteur

Nom de l'organisme acheteur : IAE de Paris

Représentant de l'organisme acheteur : Directeur de l'IAE de Paris

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 1 an.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 15/09/2025.

L'intégralité des prestations de livraison, installation, montage des équipements (et formation des personnels pour les lots qui le nécessite) devront être finalisées avant le vendredi 5 décembre 2025 sans faute.

6.2 - Délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

| Lot(s) | Formules | Prix concernés |
|--------|---|----------------|
| 01 | $C_n = 0.0\% + 100.0\% (010765033 (d-3) / 010765033 (o))$ | |
| 02 | $C_n = 0.0\% + 100.0\% (010765033 (d-3) / 010765033 (o))$ | |
| 03 | $C_n = 0.0\% + 100.0\% (010765033 (d-3) / 010765033 (o))$ | |
| 04 | $C_n = 0.0\% + 100.0\% (010765033 (d-3) / 010765033 (o))$ | |
| 05 | $C_n = 0.0\% + 100.0\% (010562744 (d-3) / 010562744 (o))$ | |
| 06 | $C_n = 0.0\% + 100.0\% (010765033 (d-3) / 010765033 (o))$ | |

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

| Lot(s) | Code | Libellé |
|--------|-----------|---|
| 01 | 010765033 | Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 31.0 - Meubles |
| 02 | 010765033 | Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 31.0 - Meubles |
| 03 | 010765033 | Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 31.0 - Meubles |
| 04 | 010765033 | Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 31.0 - Meubles |
| 05 | 010562744 | Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - Fabrication de machines (NAF rév. 2, niveau A17 C3) |
| 06 | 010765033 | Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 31.0 - Meubles |

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|--|
| 01 | Gradin et mobilier de l'auditorium Gradin et mobilier de l'auditorium |
| 02 | Mobilier scolaire Mobilier et équipements scolaires |
| 03 | Mobilier administratif Mobilier et équipements administratifs |
| 04 | Équipements signalétique Équipements signalétique |
| 05 | Équipements audiovisuels Équipements audiovisuels |
| 06 | Mobilier de bureau réemploi Mobilier de bureau réemploi |

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19750002800034

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Formation à prévoir et prendre en charge pour le titulaire du lot 5.

12 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par ASSIST PARTNER - AMO.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services